COLL. 8°
468
1950-1à9

DÉPOT
ANNEXE

FONDATION NATIONALE DES SCIENCES POLITIQUES
BIBLIOTHÈQUE

000748478

000 1147673

Parti Républicain Radical et Radical-Socialiste
Président : Édouard HERRIOT
Siège social : 1, place de Valois - Paris (1er)

FONDATION NATIONALE DES SCIENCES POLITIQUES
BIBLIOTHÈQUE

EXAMEN
de la
SITUATION POLITIQUE
par
le Président HERRIOT
au
CONGRÈS DE DEAUVILLE
(septembre 1950)

Coll 8° 468 (1950-1)
1-9

Coll. 8°
468
-1950-

M. Édouard HERRIOT

64.573

Mesdames, Messieurs, Citoyens,

JE vous remercie de votre courtoisie et des égards que vous témoignez à ma condition.

En cet instant, quel est mon rôle? Le rôle de celui que vous avez désigné une fois de plus pour votre président.

J'imagine qu'il est utile de tirer les conclusions d'un congrès qui touche à sa fin : c'est d'ailleurs mon devoir à la veille de la consultation électorale.

Tout d'abord, je pense que personne ne pourra me contredire si je déclare que ce congrès a été magnifique, non pas seulement par sa tenue, une tenue vraiment digne d'une assemblée française et que je voudrais bien contagieuse, mais aussi par la qualité des rapports et des rapporteurs.

Ce n'est pas par courtoisie, c'est par souci de vérité que je dis que vous avez entendu des travaux vraiment remarquables et quand ces travaux seront, comme je le demande aux organes administratifs du Parti Radical, le plus vite possible réunis en volume, vous aurez là certainement, Mesdames et Citoyens, le meilleur arsenal pour la propagande que votre dévouement va entreprendre.

Et puis, ce qui est sensible au vieux radical que je suis, le Congrès a manifesté l'unité du Parti, unité, mes chers amis, retrouvée, dont, pour ma part, je ne doutais pas, car je connais trop les radicaux pour ne pas savoir qu'il y a entre eux un esprit de famille qui les rapproche toujours au moment du danger, ou, tout au moins, au moment de l'action.

Je serais assez tenté, en cette heure où nous allons présenter notre Parti de nouveau devant des électeurs, de faire le point, de rapprocher notre situation actuelle de notre situation d'il y a cinq ans. Je ne le ferai pas en détail parce que, pour mettre en valeur l'intérêt de cette comparaison, il faudrait posséder un sens de l'ironie que je me défends d'avoir puisque l'ironie est un méfait, mais je vous rappelle d'où nous sommes partis, mes chers amis, et où nous voici arrivés.

Examen de conscience

Lorsque la libération est intervenue, nous avons été traités presque comme des malfaiteurs parce que, à l'encontre de tous ceux qui s'imaginaient que le paradis était désormais à portée de leur main — le paradis terrestre, bien entendu, je ne vous parle que de celui-là — nous, Radicaux, nous avions l'expérience de l'histoire. Il y a des règles dont un peuple ne peut pas s'affranchir sans inconvénient, surtout si c'est un peuple libre, et c'est pourquoi nous avons combattu la Constitution actuelle, la pauvre Constitution actuelle qu'accablent aujourd'hui ceux qui en ont été les parrains ou les parents.

Nous avons dit : non, nous n'en voulons pas.

Nous avons dit : nous ne voulons pas de votre réforme électorale.

Nous avons dit : nous ne voulons pas de ce régime triparti qu'elle annonce parce qu'il va conduire la France aux plus redoutables compétitions et à des impossibilités qui, d'ailleurs, se sont produites pour ainsi dire d'elles-mêmes puisque, s'il a suffi à certains moments de les constater, il y avait longtemps qu'elles étaient annoncées par les faits.

On parle aujourd'hui beaucoup, mon cher Président, de la restauration du pouvoir du Sénat — c'est ainsi qu'il faut dire, je crois, pour être courtois et il ne m'en coûte pas puisque j'ai été moi-même sénateur, sans grand espoir de le redevenir.

Eh bien ! quel est le parti qui a combattu pour les deux Chambres, je vous le demande ? Quel est le parti qui a combattu pour que la République ait tous ses organes naturels ?

Je me rappelle le temps où j'allais à la tribune de la Chambre, sous les huées, permettez-moi de le rappeler, pour que nous eussions une présidence de la République convenable. Au début, le Président de la République était un haut fonctionnaire, tout simplement, qui transmettait au Président de l'Assemblée les désirs de ceux qui voulaient être Présidents du Conseil.

D'autre part, au Conseil des ministres, il n'avait aucune espèce de rôle, il enregistrait, ce qui m'a permis de dire à ce moment-là : vous faites de ce Président de la République un facteur et un greffier. Ce n'est pas beaucoup pour diriger un peuple libre.

Nous avons eu raison

Nous avons eu raison alors comme nous avons eu raison le jour où, émus, — je me rappelle à quel point je l'étais, — par le Statut qu'on avait fait à la France d'Outre-Mer, nous avons bondi à la tribune pour réclamer un régime plus normal, plus conforme aux intérêts du pays en ce sens que, sans rien sacrifier des droits nouveaux que nous voulions donner aux possessions d'outre-mer, nous maintenions les droits de la métropole, car aujourd'hui, je ne dis pas que tout le monde est de notre avis, non, mais nos opinions sont très répandues !

Alors ? Sans insister, il m'est peut-être donné d'énoncer, en une formule stricte, simple, dense : « Le parti radical a le droit, à l'heure actuelle, avant la consultation électorale, de dire au peuple français qu'il a été le parti de la clairvoyance et cela nul ne peut nous le contester.

Nous avons été quelque chose de plus. Nous avions été battus, je le sais bien. Moi qui avais con-

nu les retours triomphaux après certaines périodes électorales, je me rappelle ma tristesse d'avoir vu à ce moment-là se réduire le parti radical. Nous aurions, alors, pu dire : « Nous avons perdu la partie, à vous Messieurs, à vous, nos adversaires, de diriger les affaires du pays. »

Nous avons pensé que l'opposition pure, que l'opposition constante n'était pas une attitude digne d'un parti comme le nôtre, qui est un parti de gouvernement. Nous avons apporté notre concours à des hommes qui, souvent, nous avaient âprement combattu. Est-ce vrai ? Vous le savez bien.

Le parti radical a été le parti de la clairvoyance et du courage

De sorte que, en introduction à ce que je veux vous dire, je crois pouvoir déclarer au peuple français, en mon âme et conscience, et avec le crédit qu'il peut accorder à ma parole, car je me suis efforcé de ne jamais le tromper ; maintenant que l'événement est survenu, je peux affirmer, et vous pouvez proclamer et nous pouvons inscrire dans nos annales, ceci (quoi qu'il advienne et qu'il arrive, comme on dit dans un opéra célèbre) : « Le parti radical a été le parti de la clairvoyance et du courage ». Voilà la vérité, une vérité dont nul ne peut nous déposséder.

Et aujourd'hui ? Eh bien ! aujourd'hui, notre programme est constitué par cet ensemble de rapports que vous avez entendus, rapports tellement denses, qu'en vérité il eût mieux valu qu'on disposât de plusieurs jours pour vous permettre de les écouter sans qu'on réclamât de vous l'assiduité à laquelle vous avez consenti.

Je ne vais pas reprendre tous ces rapports, vous l'imaginez, je veux simplement en évoquer quelques-uns et je m'excuse auprès des rapporteurs que je ne pourrai même pas nommer, dont je ne pourrai pas citer les travaux, mais je les englobe dans cet éloge général que j'ai fait, et je cite maintenant quelques conclusions.

Nous réclamons la réforme électorale

D'abord, unanimement, nous réclamons la réforme électorale. Nous la réclamons au nom du bon sens, nous la réclamons au nom du droit, nous la réclamons au nom de la liberté. Nous voulons que l'électeur qui met un bulletin dans l'urne sache pour qui il vote et n'agisse pas, comme cela se passe, dit-on, dans certains pays encore arriérés d'un autre continent, où le vote intervient conformément à des indications pressantes qui semblent bien pouvoir être assimilées à des ordres. Ce que nous voulons, nous, c'est le contact personnel entre l'électeur et l'élu.

Mais là-dessus, je n'insiste pas, d'abord parce que je pense que nous sommes tous d'accord et aussi parce que nous avons eu la sagesse de ne pas introduire dans nos ordres du jour des précisions qui pourraient être plus tard désavouées par la discussion et la nécessité d'aboutir à des accords. Quand on est entré dans le régime des compromis, vous le savez bien, il est malaisé de l'abandonner. Vous connaissez le mot d'un ministre de Napoléon III : « Sire, disait-il, nous voilà enfermés dans une seringue ». Inutile de préciser, n'est-ce pas, de quelle façon on en sort !

Je n'insiste donc pas, parce qu'il faut laisser une part à la discussion et aussi parce que nous avons chargé de cette question notre ami Giacobbi dont j'ai, pour ma part, toujours loué la droiture et qui nous a donné hier matin, à la commission de politique générale, des assurances qui, pour moi, sont la meilleure des garanties.

Défense de la paysannerie française

Je voudrais qu'il fût bien entendu que, si notre congrès n'a pas pu consacrer à la discussion des problèmes agricoles le temps que j'aurais souhaité, si nous n'avons pu entendre que quelques orateurs autour du magnifique rapport du sénateur Saint-Cyr, je voudrais, dis-je, qu'il fût bien établi — car mon rôle, en ce moment-ci consiste à dégager quelques définitions nettes de l'ensemble de nos travaux — que nous constituons un parti spécialement dévoué à la paysannerie française.

Celui qui vous dit cela, est un maire de grande ville, qui a prouvé sa conviction — comme a bien voulu le rappeler Saint-Cyr, en termes dont je le remercie. Et, en effet, au lendemain de la guerre de 1914-1918, j'avais, comme maire, réalisé un certain nombre d'économies car, à ce moment-là, c'étaient les maires qui dirigeaient le ravitaillement et je crois que la France s'en est aussi bien trouvée que du régime postérieur. J'avais donc économisé un certain nombre de millions. Qu'en ai-je fait ? Une grande école d'agriculture pour inciter les urbains à ne pas négliger la campagne et pour essayer de renvoyer à la terre des enfants, sans emploi sur le pavé de ma ville.

On m'a raillé, on m'a traité de touche-à-tout. J'ai été combattu, surtout, c'est bien naturel, par les professeurs d'agriculture. Mais venez voir cette école, vous y êtes invités, vous y serez au moins, pendant le temps que vous y séjournerez, chez vous puisque vous vous trouverez chez un ami. Je vois dans la salle quelqu'un qui en est administrateur. Elle est parfaitement prospère. Comme elle ne dépend que d'une ville, elle est parfaitement apte à faire toutes les expériences agricoles que l'on voudra, sans s'embarrasser dans des formalités et dans des paperasses, et je prétends ainsi avoir démontré, moi urbain, que je suis profondément convaincu de la nécessité d'orienter ce pays vers un développement de plus en plus poussé de la production agricole.

Pas de désaveu de l'école laïque

On nous a parlé de la réforme de l'enseignement, ou plutôt du problème de l'enseignement. Comme l'a fait Pinton, je n'avancerai sur ce domaine qu'avec beaucoup de précautions. Une commission est nommée, ou va être nommée. Je n'ai pas — c'est le fait de mon âge — une confiance aveugle dans les miracles opérés par les commissions où souvent des gens qui arrivent en retard rencontrent des gens qui partent en avance. Quoique je ne sache pas encore ce que fera cette commission, je ne veux pas être rendu responsable de ce qui peut advenir. J'attends. J'écoute. J'écoute en homme qui est un vieil ami de l'école laïque qu'il fréquentait (n'écoutez pas, Mesdames !) aux environs de 1882 ou 1884, à l'époque où Jules Ferry prenait ses grandes mesures. Cette école, je n'ai pas, vous l'imaginez, l'intention de la désavouer. Ce serait un peu tard. Mais je voudrais faire deux observations et mon ami Pinton, qui est, je le sais, d'accord avec moi, m'en excusera.

Ma première observation, je voudrais l'adresser aux catholiques français qui combattent en ce moment-ci l'école laïque. Je voudrais leur dire combien je regrette leur attitude. Tout en ayant sur le problème religieux les idées qu'il me convient d'avoir, il est manifeste que, toute ma vie, je crois, j'ai manifesté la plus

grande tolérance ou pour mieux dire le plus grand respect pour les opinions religieuses de tous.

Eh bien ! je fais une première remarque. On nous dit, on nous dira, nous entendrons souvent : « Il existe de nombreux pays qui subventionnent toutes les sortes d'écoles. » Oui, c'est vrai. Il y a beaucoup de pays qui pratiquent encore le régime de l'école confessionnelle. Mais l'école laïque est une des créations les plus originales de la France. L'école laïque, c'est une création spécifiquement, proprement française.

J'ai encore dans la mémoire les pages admirables de simplicité et de lumière qu'a écrites, dans sa correspondance, Jules Ferry. Il a fondé l'école laïque en vertu d'une idée très simple. Il a dit en substance : « Nous sommes un pays où il existe une majorité de catholiques et en nombre important des protestants, des israélites, des libres penseurs. Faisons pour leurs enfants une école où ils puissent se rencontrer sans se heurter. » Et il a fondé l'école laïque sur les bases d'une institution nationale.

Ce fut son grand mérite. S'il fut souvent méconnu, on ne peut contester qu'il a été l'un des représentants les plus magnifiques de l'idée nationale.

Et alors, dans la mesure où les catholiques sont fondés à m'entendre, si d'ici ma voix peut parvenir jusqu'à eux, c'est d'une voix sincère, c'est d'une voix française, je crois, que je leur dis : Vous avez eu tort. Vous avez eu tort de prendre position contre l'école laïque car, si vous ne l'aviez pas fait, eh bien ! l'école primaire aurait aujourd'hui, peut-être, la même faveur ou à peu près en tout cas, que l'enseignement secondaire ou l'enseignement supérieur. On ne songe pas, je pense, à faire une campagne générale contre notre enseignement secondaire. Et si les catholiques avaient eu la sagesse, en réservant leurs droits, les droits de leurs enfants que personne, d'ailleurs, ne leur conteste, de ne pas prendre position contre l'école laïque, ils nous auraient aidés à défendre la neutralité de cette école à laquelle nous croyons et que nous voulons. Ils nous auraient aidés à la défendre contre des déviations que je ne nie pas pour ma part et que, comme certains d'entre vous l'ont fait ici, je condamne absolument, car nous avons promis que l'école serait neutre. Il faut qu'elle le soit.

Notre laïcité dans le monde

La deuxième observation sur ce sujet est simple et je crois qu'elle n'est pas inutile. J'appelle l'attention de tous les Français patriotes, catholiques, protestants ou d'autres confessions, sur ce fait que l'idée laïque est, à mon avis, notre meilleur moyen d'influence à l'étranger. Croyez-en quelqu'un qui, comme Président de la Mission Laïque, par exemple, a suivi de près l'évolution de nos écoles. A l'heure actuelle, dans de nombreux pays s'est éveillée l'idée nationale. Autour de l'idée nationale se sont manifestées des craintes ou des susceptibilités et des gouvernements comme le Gouvernement turc, par exemple, ont pris des mesures, dont d'autres gouvernements nous menacent, contre certaines formes de notre action. Eh bien ! je vous dis la vérité en vous déclarant que partout où nous sommes arrivés avec l'idée laïque, non pas seulement en Egypte, non pas seulement en Syrie où notre influence intellectuelle par l'école survit à notre influence politique, lorsque nous sommes arrivés avec l'idée laïque, c'est-à-dire, lorsque nous avons dit à ces peuples : Nous ne nous occupons ni de votre gouvernement, ni de votre religion, ni

de votre constitution, nous venons là pour vous aider à faire de vos enfants de bons citoyens, des hommes honnêtes, ayant ce fonds moral et ce fonds intellectuel de connaissances qui donnent la liberté, eh bien ! je le crois profondément, et c'est une conviction que je voudrais léguer à ceux qui sont plus jeunes que moi, car je vois autour des institutions laïques de l'extérieur, que nous ne sommes pas aussi nombreux que je le voudrais, l'idée laïque, c'est notre meilleur moyen de propagande et peut-être n'en avons-nous plus beaucoup. Et il se peut qu'il existe des pays — je ne veux pas les citer pour ne pas provoquer de polémique — où, si nous avions la faiblesse de renoncer à cette absolue indépendance de l'école sous la forme de la laïcité, nous connaîtrions le malheur de voir prendre des mesures contre notre enseignement. Il m'a paru nécessaire de mettre ainsi l'accent sur des considérations que je crois de nature à frapper l'esprit des radicaux et que je recommande à vos méditations.

Le parti radical doit rester un parti populaire

En troisième lieu, je voudrais vous parler de la question sociale sur laquelle nous avons eu de si beaux documents, et en particulier un rapport du Ministre Morice, que je félicite pour son action si intelligente et si persévérante. Vous savez, je vous l'ai toujours dit et je le dirai toujours : Le parti radical doit rester un parti populaire. Nous devons conserver des racines dans le sol même de la nation. Il faut que nous continuions et, mieux encore que par le passé, à inspirer confiance à ceux qui n'ont pas encore une condition sociale suffisante.

Je lisais ce matin une déclaration faite à la dernière conférence monétaire internationale par un Américain, M. Blank, et cette déclaration était résumée dans une phrase que j'adopte et que voici : « Il n'y a pas de liberté dans la misère. » Nous nous réclamons de la liberté. Ayons donc le courage de comprendre et de proclamer que dans la misère, dans le dénuement, il est difficile de faire admettre la notion de la liberté. Sachons donc gré à notre peuple de comprendre l'intérêt de la liberté dans les moments où la liberté est menacée d'être égorgée. Mais cela ne suffit pas. Et pour revenir sur un sujet qu'on a déjà traité, sur lequel j'aurais moi aussi à vous donner mon avis, il y avait dans l'article qui commentait cette phrase, une autre pensée que j'adopte. Pour bien lutter contre le communisme, il faut avoir quelque chose à défendre contre le communisme.

Notre Parti doit donc travailler de toutes ses forces à relever, à promouvoir la condition du travailleur. Notez que, sur ce sujet plus que sur tout autre, la démagogie est odieuse. Je ne recommande pas ces abominables formules par lesquelles on promet au peuple des avantages nombreux à la condition qu'il accorde sa haine à un certain nombre de catégories sociales ou d'individus. Moi, d'abord, je ne hais personne et je dis aux ouvriers : On a déjà fait beaucoup pour vous au cours de la IIIe République et aussi de la IVe. Vous avez obtenu la sécurité sociale, dont nous contestons les modalités un peu trop féodales, mais dont nous ne méconnaissons pas l'intérêt de principe. Vous percevez aussi des allocations familiales qui rendent de grands services. Eh bien ! à mon avis, il faut que le peuple sente cette volonté du parti radical de venir constamment à son aide et de l'aider en lui demandant d'ailleurs, de contribuer à augmenter la productivité du pays, ce qui est le seul moyen d'augmenter la valeur des salaires.

Le problème de la paix

Maintenant, je désire vous parler du grand sujet qui nous préoccupe tous, qui nous a même récemment angoissés au point de troubler la vie nationale, je veux parler du problème de la Paix.

Nous avons le droit d'en parler nous aussi, nous qui avons toujours lutté pour la paix et qui, dans toutes les réunions internationales où nous avons pris part, avons essayé d'amener cette malheureuse humanité à se montrer plus raisonnable.

Eh bien ! peut-on croire que la paix sera assurée par les procédés que l'on nous propose actuellement abondamment ? Appel de ceci, appel de cela. Signez, signez encore, faites signer autour de vous. Qu'est-ce que cela veut dire ? C'est, pour moi, le régime nègre de l'amulette ou du fétiche. Mettez sur vous cette amulette et vous êtes sûr que vous aurez la paix. Ce n'est pas sérieux. Et quand je vois que, par malheur, des Français, même des Français qui se disent intellectuels (cela m'étonne un peu !) recommandent cette pratique fétichiste, je me demande si le peuple français est encore le peuple le plus spirituel de la terre.

Mais il y a des propagandes qui sont telles que si demain certain parti enseignait que deux et deux font cinq, il y a des gens qui diraient : 2 et 2 font 5. Pourquoi ? C'est Staline qui l'a dit.

Je demande la permission de croire que 2 et 2 font 4 et je ne veux aliéner devant qui que ce soit cette liberté de pensée qui est au centre de la civilisation française et même de toute la civilisation occidentale.

Remarquez que nous avons le droit, nous, Radicaux, de parler ainsi. Pour moi, je crois toujours qu'il n'y a de véritable paix que la paix indivisible. Nous allons voir que nous sommes bien obligés de chercher des procédés autres que celui de la paix indivisible pour pacifier le monde, mais, enfin, je crois profondément que les hommes ne pourront dormir tranquilles que le jour où la paix sera établie sur l'ensemble du continent. Je n'aurai pas la fatuité de vous dire à quelle époque !

Je crois à la paix indivisible et, là encore, permettez-moi de vous dire que le parti radical a le droit de dire qu'en cette matière il a fait ses preuves. Nous sommes constamment insultés par le parti communiste, par ces Messieurs. J'ajoute aussi par ces Dames. Je le regrette, mais j'ai eu l'honneur et l'occasion de les trouver en face de moi et de recueillir autre chose que des sourires.

La paix indivisible

Lorsque les Russes étaient dans l'extrême misère de leur révolution, les radicaux ne leur ont-ils pas tendu la main, précisément parce qu'ils se trouvaient dans le malheur ? Qui donc a fait le rapprochement de la Russie soviétique et de la France, si ce n'est un radical ? Et voulez-vous me permettre de dire que ce n'était pas très facile à l'époque et que pour procéder à une opération de ce genre il fallait quelque hardiesse et quelque mépris des injures. Qui donc les a fait entrer dans le concert des nations à Genève ? Je crois que c'est aussi un radical. Alors, ils pourraient peut-être s'en souvenir, et, sinon les communistes eux-mêmes, à qui je n'ai rien à demander, mais ceux-là même au secours de qui nous venions quand ils étaient au ban des nations et qui, maintenant, permettent, — je ne veux pas croire qu'ils en soient informés, — que leurs amis des mauvais jours soient traînés dans l'ordure comme ils le sont à chaque instant. Je proteste, au nom du parti radical, et je demande à rappeler le passé, qui n'est pas contestable.

Mais cela est peu de chose. Vous savez qu'on prend facilement l'ha-

bitude des injures ; dans la vie politique, il faut les mesurer à la bascule, et non pas à la balance. C'est ce qui arrive de certains médicaments quand on en prend beaucoup, cela finit par ne faire aucun effet. Pour ma part, je suis sensible à une attaque spirituelle, mais je ne prête pas la moindre attention à une attaque ordurière.

Quand la Russie faisait pitié... et aujourd'hui...

Nous avons donc, nous, radicaux, — permettez-moi de parler avec fierté de mon parti au moment où je vais le relancer dans la bataille, et si vous voyez ces Messieurs ou ces Dames, vous pouvez le leur dire, — nous avons fait, nous, pour la Russie, pour son émancipation au lendemain de l'abolition du régime tsariste, plus qu'aucune autre personne, plus qu'aucun autre parti, à une époque où vraiment le peuple russe était infiniment malheureux et où il inspirait une pitié qu'il n'inspire pas toujours aujourd'hui.

Cela, nous avons le droit de l'affirmer avec force. Mais ce qui est divertissant, c'est lorsque, de concert avec la propagande de l'amulette, du fétiche, on entreprend une autre propagande dirigée contre certains peuples en dehors de nous.

Ce qui est grave et ce qui, si je n'avais pas une conviction acharnée, me ferait douter du caractère spirituel du peuple français, du peuple de Voltaire, c'est que, par exemple, en ce qui concerne les Américains, on se livre à une propagande qui n'est pas sans quelque succès.

Il est de bon ton, dans certains milieux, de rappeler à tout moment que ce sont les Américains qui ont attaqué la Corée. Vous l'avez entendu dire souvent, n'est-ce pas ? Vous l'avez vu inscrit sur les murs. Je l'ai vu récemment affiché le long du mur d'un cimetière où reposaient des morts de la guerre, des morts du plateau des Glières. Et j'ai fait cette constatation au moment où j'arrivais là avec un ministre américain qui était, lui, très ému, et qui m'a trouvé bien honteux. Parce qu'enfin, ces Messieurs ou ces Dames pourraient bien nous éviter des inscriptions sur les cimetières. Les vivants peuvent répondre, mais les morts, et surtout les morts de la guerre, ont droit au respect.

A cette propagande qui pervertit une partie des masses, il suffit de répondre d'un mot. Les Américains, les agresseurs ? Mais reconnaissez qu'ils ont bien mal préparé leur agression, car pendant quelques semaines ils n'ont disposé que d'un petit nombre de troupes à effectifs très restreints, qui n'ont pu supporter le choc, oh ! pas spontané, nous le savons bien, des Coréens du Nord et de leurs amis. Ils ne sont finalement parvenus à se maintenir sur une ligne de résistance qu'à force d'héroïsme et au prix des sacrifices les plus sanglants. Comme certains de ceux qui ont parlé aujourd'hui et hier, j'éprouve une émotion profonde à la pensée que, la paix à peine rétablie, de petits soldats américains, pleins de santé, de gaîté et de jeunesse, sont allés joncher les champs jaunis de poussière de la Corée. Eux, des agresseurs ? Allons donc. Aujourd'hui seulement les Américains vous montrent comment ils montent une contre-attaque. On dit, en effet, — je ne peux pas le vérifier, par conséquent pas le garantir — mais enfin on dit en ce moment qu'ils sont sur le point d'entrer à Séoul.

Ils nous montrent ainsi comment, ayant eu à se défendre, ils attaquent quand ils veulent attaquer. Mais déclarer que ce sont eux qui ont provoqué l'invasion de la Corée, eh bien ! c'est un enfantillage, c'est une puérilité que tous les Français lucides devraient repousser du pied.

Sauver la paix avec les Américains

Au reste, permettez-moi de vous dire que nous ne sommes pas très justes et que nous sommes même imprudents avec les Américains. Car enfin, puisque la paix n'a pas été possible, puisque le grand espoir de mon illustre ami Roosevelt ne s'est pas réalisé, puisque la pensée sur laquelle il s'est endormi de son dernier sommeil n'a pas fleuri parmi les hommes, il faut bien que nous cherchions un moyen d'assurer la paix, d'assurer ce qui nous en reste, d'assurer la défense, la protection, je ne dis pas seulement de notre pays, mais de tous les pays libres. Eh bien ! moi, je ne vois pas d'autre solution, il faut l'exprimer nettement, carrément, que celle de l'entente avec les Américains pour arriver à ce résultat.

Et je dis que lorsque nous les laissons injurier comme on les injurie, car il est entendu dans certains milieux, que ce sont eux qui menacent notre indépendance, tandis que d'autres pays qui, vous le savez bien, ne veulent que notre bonheur en exploitant peut-être des camps de concentration pour notre plus grand bien, ou pour nous sauver malgré nous, je dis que nous ne sommes pas très justes.

Nous voulons que la paix soit maintenue avec l'apport des Américains. Tenez, on a bien fait, dans un des rapports de notre parti, de rappeler un chiffre essentiel qu'il faudrait, mes chers amis, répandre dans toutes vos réunions, dans toutes vos conférences. Savez-vous ce que nous a valu jusqu'à présent le plan Marshall, le plan exposé d'abord à l'intérieur d'une université et conçu par cet homme d'Etat dont je salue, au nom de la démocratie française, le retour au pouvoir. Eh bien! Marshall, cet homme qui parle si peu, qui est si volontiers silencieux, mais qui a un si grand cœur, savez-vous ce que son plan nous a valu ? Jusqu'à ce jour 2 milliards de dollars, soit environ 700 milliards de francs ; et prélevés, bien entendu, sur les ressources propres des Américains. Car, si je ne me trompe, et je ne me trompe pas, cette donation représente pour les Américains 15 % des impôts que paie le peuple. 15 %. Voulez-vous réfléchir ?

Voilà un pays qui, jusqu'à présent, nous a envoyé 700 milliards de francs, ce qui nous a permis de rétablir un certain nombre de situations qui étaient difficiles. Eh bien ! si d'autres partis politiques attaquent les Américains, je veux, moi, les défendre de tout cœur, comme je l'ai fait autrefois, et je ne le regrette pas.

Je ne le regrette pas. J'écoutais tout à l'heure avec beaucoup d'intérêt Daladier parler d'un grand emprunt possible, et c'est une idée qui mérite, en effet, d'être travaillée, d'un grand emprunt international pour financer une défense internationale. Mais si nous voulons que cet emprunt réussisse, il faut qu'on ait la certitude que nous demeurerons fidèles aux engagements que nous prendrons.

Evocation du passé

Déjà, lorsque le problème s'est posé de la façon que vous savez, — je n'ai pas de honte à rappeler cette chute ministérielle qui constitue, au contraire, l'un des plus beaux souvenirs de ma vie, — ce jour-là, le jour où j'ai défendu l'honneur de la signature française, — c'était d'ailleurs une nuit, — j'ai connu la plus grande satisfaction de conscience que j'ai jamais éprouvée, celle de dire : Eh bien ! moi, je défends la signature que mon pays a mise au bas d'un papier.

Et je me rappelle, faisant allu-

sion à des souvenirs personnels, que lorsque je me suis trouvé à la Maison-Blanche et que mon cher et grand ami, le Président Roosevelt, a abordé ce sujet, il m'a dit :

« Je vous remercie d'avoir fait cela. Oh, non pas pour la somme d'argent que cela représente, mais parce que cette dette de la France avait été contractée à l'égard des millions et des millions de souscripteurs à qui on avait proposé ce qu'on appelait l'emprunt de la liberté. »

Avaient souscrit à cet emprunt, non pas seulement des banquiers, des milliardaires (croyez qu'il n'y a pas que des milliardaires en Amérique) mais aussi de pauvres gens, des ouvriers d'usine, des paysans. Et Roosevelt me disait :

« Comme il est douloureux de penser que ces braves gens qui ont fait confiance à votre pays dans un moment d'enthousiasme, pourront se trouver privés de leurs revenus, si bien que nous serons obligés, nous, parlement américain, de payer à la place de la France. »

Eh bien ! ce jour-là, où l'on était encore dans l'incertitude du destin, j'ai voulu qu'on payât. Parce qu'il n'y a pas deux morales, une morale privée et une morale publique, cela c'est aussi la conviction de toute mon existence. Il n'y a pas deux façons d'être honnête, une façon privée et une façon publique. Un honnête homme public est celui qui se conduit dans la vie politique comme se conduit un honnête homme dans la vie privée.

La guerre de Corée a réveillé les peuples

Nous avons donc besoin des Américains, et j'ai confiance qu'ils nous aideront. J'ai confiance parce que je les connais un peu, je les vois assez souvent, et je me dis qu'après tout cette guerre de Corée, qui nous a inquiétés, il faut l'avouer, je l'avoue tout le premier, pendant bien des jours, — on essayait de rassurer autour de soi, mais on n'était pas très rassuré soi-même, — au fond aura été probablement un événement heureux, parce qu'elle a réveillé les peuples de leur torpeur, parce que, une fois de plus, l'Amérique, avec un courage que je salue et un idéalisme que j'admire, a montré le chemin du devoir et de l'honneur, et parce que, pour la première fois, nous venons d'assister, du fait de ce drame, à une application de la sécurité collective que jamais nous n'avions pu obtenir par les palabres interminables de l'O.N.U. en raison des vétos opposés à chaque instant.

C'est un résultat important et on peut bien le payer de quelques angoisses, de quelque attente.

Qu'on n'oublie pas les sacrifices de la France

J'estime donc que c'est en accord avec les Américains que nous devons chercher à résoudre les nombreux problèmes qui se présentent à nous. Et quand j'en vois, je leur parle librement, je leur dis — et je le leur dis cette fois encore si ma voix peut les atteindre — nous allons faire le possible, nous Français, nous allons donner tout ce que nous pouvons donner, mais n'oubliez pas que la France a perdu 1.500.000 morts dans la première guerre mondiale, 1.500.000 morts, c'est-à-dire 1.500.000 chefs de famille qui produiraient aujourd'hui, n'oubliez pas qu'elle a subi pendant quatre ans l'occupation la plus abominable avec des destructions constantes, et que vous-mêmes, qui nous aimez bien, vous avez été obligés de jeter souvent sur nous et sur nos monuments des bombes pour nous délivrer parce qu'on ne délivre pas un peuple par des formules, on le délivre à coups

de canons. Et, je le sais bien moi qui ai eu l'occasion — je ne veux pas dire la bonne fortune — de passer neuf mois à côté de Berlin sous les bombes qui étaient tantôt des bombes anglaises et tantôt des bombes américaines.

Oui, il faut parler aux Américains cœur à cœur, il ne faut pas les tromper, il faut leur parler loyalement, il faut leur dire ce qu'on peut et ce qu'on ne peut pas. Je suis convaincu que nous arriverons à un accord avec eux d'autant plus qu'ils viennent de voir par le plan Schuman que la France ne s'opposait pas à des initiatives généreuses. Je ne veux pas dire par là que je sois un partisan fanatique du plan Schuman ; il conviendra de l'étudier et d'en apprécier les résultats mais, enfin, c'est la France qui a mené le jeu à Strasbourg, et je demande la permission de le rappeler, puisque j'ai eu l'honneur d'ouvrir le congrès européen de Strasbourg.

La beauté et la grandeur du Congrès

Pour moi, ce qui a fait la beauté et la grandeur de ce congrès, c'est qu'on ne vous a pas proposé des solutions de facilité. Vraiment la politique a fait des progrès ! même la politique radicale. Au lieu de vous soulever par de grandes phrases, par de grands mots, on vous a apporté des faits, on vous a apporté des chiffres. Vous avez bien raison ; à l'époque où nous sommes, les chiffres sont indispensables, ils sont le vêtement des idées et on ne peut guère croire à la réalisation d'un projet quand les possibilités qu'il offre ne sont pas démontrées par des chiffres. On vous a tenu un langage mesuré, sérieux, raisonnable. Ce congrès aura été tenu sous le signe de la gravité et du silence. Ce n'est pas moi qui concluerai par des paroles de facilité.

Nous n'avons qu'une patrie

Mes chers amis, nous allons nous trouver de nouveau devant des tâches nombreuses et difficiles et d'autant plus difficiles qu'elles seront simultanées. Nous aurons d'abord à résoudre ce problème qu'on a commenté cet après-midi de façon si intéressante, le problème de la Défense nationale. Là-dessus, nous sommes intransigeants, nous ne sommes pas des patriotes conditionnels, nous, nous ne sommes pas des patriotes pour la propagande, nous n'avons pas plusieurs patries, nous n'avons qu'une patrie et cette patrie s'appelle la France, nous n'en avons pas d'autre.

Nous sommes là pour la défendre et nous voulons bien, en la défendant, essayer d'améliorer les moyens d'existence et de protéger la liberté des autres peuples, mais notre mère à nous c'est la France, et je le dis à ces Messieurs et à ces Dames, nous ne sommes pas d'accord avec eux sur la façon de comprendre la défense du pays car, eux, ils sont peut-être hostiles à la guerre étrangère, mais ils sont pour la guerre civile et nous, Radicaux, nous sommes contre toutes les formes de la guerre, nous sommes aussi bien contre la guerre civile que contre la guerre étrangère ; voilà ce qui nous caractérise.

Vous assurerez la défense nationale, peut-être même, probablement même, contre les Français qui avouent publiquement leur intention, si le moment venait, de trahir la France, ce qui est proprement odieux, inadmissible et ce qui relève de la loi. Il y a de la

place en Russie ! Personne ne les empêche d'y aller !... Allez au pays du bonheur... au pays du sourire. On lit certains reportages récemment publiés, qui vantent les charmes de la Russie. Qu'ils y aillent, on leur trouvera du travail, et s'ils n'en trouvent pas spontanément, qu'ils soient tranquilles, on leur en procurera.

Nous, nous voulons rester entre Français et entre bons Français, nous ne provoquons personne, nous n'avons même jamais dit un mot à l'égard de ceux qui nous menacent, nous sommes restés toujours dans la limite de la raison et du bon sens, nous avons assuré la défense nationale dans les dures conditions qui vous ont été expliquées aujourd'hui. Il est vrai que nous aurons à assurer cette défense dans un cadre assez large !

Un fait important de la dernière période politique a été la conclusion du Pacte Atlantique ; c'est tout de même un grand fait, un fait nouveau. Notre camarade, notre ami René Mayer l'a très justement défini, quand il a dit qu'il était né de la fin d'une grande espérance ; nous avons à défendre, eh oui ! la civilisation occidentale, car le drame qui se joue entre nous et les autres, c'est celui-là. Ce que nous avons en mains, ce que nous avons en charge à l'heure actuelle, ce n'est pas seulement l'intérêt passager, l'intérêt contemporain de notre pays, c'est ce trésor qui nous a été légué par les âges, par les générations précédentes. Ce trésor de richesses intellectuelles, de richesses morales, de richesses politiques qui nous a été légué avec abondance par la Révolution... (Car nous, il y a longtemps que nous avons fait cette Révolution...) mais qui, pour être juste, nous a été légué aussi par d'autres régimes. Cette civilisation occidentale, quel est son caractère ? Elle défend l'aspect humain de l'individu, elle défend la liberté de pensée ; c'est peut-être très intéressant d'éditer un Code de vérités qui s'applique non pas seulement comme vous le savez dans l'ordre politique, mais aussi dans l'ordre esthétique, dans l'ordre littéraire. Libre à ceux que cette pratique intéresse de la conserver. Nous, nous sommes pour la liberté de pensée, pour cette liberté de pensée qui vient d'être inscrite dans la Déclaration des Droits de l'Homme telle qu'elle a été rédigée non pas seulement à l'usage de la France, mais de toutes les nations libres. Nous voulons le droit de penser librement et d'agir comme nous le voulons dans une certaine limite, car la liberté ne doit s'exercer que dans les limites de la loi consentie par la majorité des citoyens.

Le Parti Radical et l'avenir de la France

Donc, mes chers collègues et mes chers camarades, mes chers amis, je ne vous cache pas que l'œuvre que nous avons à poursuivre exige de votre part un effort inlassable. N'oubliez pas qu'autour de vous le peuple français songe à l'enjeu que vont être les élections prochaines. Si par malheur, par suite de l'absence d'une loi électorale correcte, par l'effet du développement des diverses démagogies, on voyait se constituer une Assemblée nationale avec deux extrêmes rendant impossible la formation d'une majorité et par conséquent d'un Gouvernement, quel serait le sort de ce pays ? On y pense avec effroi.

Et c'est cela que je dis, non pas seulement à vous, mais au peuple français tout entier. Je lui dis : faites donc cesser vos préventions, vos préjugés ridicules, vos divergences mesquines, vos divisions à usage personnel, rendez - vous compte que ce que le parti radical va défendre, c'est la liberté, c'est l'avenir de la France.

Si nous avons mérité votre con-

fiance, Français, et je dis que nous l'avons méritée, eh bien ! il faut nous la donner encore, il faut nous la donner beaucoup plus abondamment, non pas dans l'intérêt personnel de notre parti, mais dans l'intérêt même de la France.

Eh bien ! cet appel que j'adresse au seuil de ma vie, cet appel qui jaillit du fond de ma raison, de tout mon cœur, qui jaillit de toute mon expérience, je supplie le peuple français de l'entendre, de l'écouter comme la voix d'un homme qui a toujours été à son service et qui, lorsqu'il disparaîtra, n'aura pas dans l'ordre des idées d'autre chagrin que celui de ne plus apercevoir les horizons familiers qu'il a tant aimés.

Je me rappelle mon émotion

Je me rappelle mon émotion quand je l'ai retrouvé en revenant de captivité, ce délicieux pays de France, à la fois si fort et si fragile, si prompt à se blesser, mais si rapide à se rétablir, ce pays de France où le paysage lui-même semble penser, ce paysage où il n'y a pas une petite rivière qui ne nous chante une chanson, où nous retrouvons pour ainsi l'écho d'un patois local ou de quelque souvenir d'enfance, ce pays qui n'est pas un pays de ploutocrates, de milliardaires, ce pays où tant de petites maisons à toits de tuiles ou de chaume groupées au fond de vallées, assises en tailleur au sommet ou sur les pentes des collines disent la modestie de ses habitants, ce pays que nous aimons tous, pour lequel nous venons ici d'exprimer notre amour, chers amis Radicaux, allez le défendre ! Et si vous le défendez comme je suis sûr que vous le ferez, le pays, qui a du bon sens, reconnaîtra les siens, il vous écoutera et ce sera une importante contribution au salut de la République et de la France.

Société Nationale
des Entreprises de Presse
IMPRIMERIE CHATEAUDUN
59-61, rue La Fayette
Paris (9e).

Coll.
46
19